

LA CRISE ÉCONOMIQUE AYANT ÉRODÉ LE POUVOIR D'ACHAT DES ALGÉRIENS

Au marché El-Hamiz, les acheteurs se font rares

A El-Hamiz, qui est, sans conteste, le plus grand marché de l'électroménager du pays, les commerçants voient leur chiffre d'affaires baisser. Ce n'est pas encore la dépression mais presque.

Les acheteurs ne se bousculent pas à El-Hamiz comme c'était le cas il n'y a pas si longtemps. Ce marché, situé à la périphérie est de la capitale Alger, devenu, au fil des années, le plus grand marché de l'électroménager en Algérie, pâtit de la crise économique qui secoue le pays depuis la dégringolade des prix du pétrole à partir de juin 2014.

La crise ayant érodé le pouvoir d'achat des Algériens qui, selon les commerçants d'El-Hamiz, achètent de moins en moins les appareillages domestiques. Le patron d'un grand magasin d'équipements de cuisine nous prend à témoin pour faire le constat : «Depuis que vous êtes ici, combien de clients ont-ils franchi la porte du magasin ?» Selon ses termes, l'Algérien est devenu plus regardant sur son budget : «Il marchande durement et il n'achète que s'il ne peut pas faire autrement.» «Ettakechouf (la politique d'austérité, ndlr) a amené les Algériens à se limiter au nécessaire et surtout à ne pas faire d'importantes dépenses», a estimé un autre commerçant.

Les climatiseurs, une dépense incompressible

Les climatiseurs et les ventilateurs continuent en tout cas à se vendre, a-t-on constaté en ce samedi après-midi, malgré les prix qui augmentent d'année en année et, comparativement à d'autres lieux de vente, ils sont plus chers à El-Hamiz. «C'est normal, par cette canicule les logements deviennent invivables. Les gens achètent par contrainte.» Un père de famille de passage acquiesce : «L'achat d'un équipement générateur de fraîcheur pour une habitation devient désormais une nécessité surtout pour les foyers qui comptent des enfants en bas âge, des personnes âgées ou des malades.» C'est donc une dépense compréhensible pour les ménages, même si les acheteurs restent regardants sur le prix et la qualité. Comme ce client qui fait remarquer au vendeur dans un magasin que les prix sont nettement plus bas dans le magasin de son quartier à Boudouaou.

En effet, pour un climatiseur de 12 000 BTU (kit Split), pas nécessairement d'une grande marque, le magasin affiche 35 000 DZD. Et à l'acheteur de protester avant de quitter les lieux : «Je viens de la ville de Boudouaou et le même climatiseur, c'est-à-dire de la même marque et de la même puissance, est proposé à 33 000 DZD. Ce n'est pas normal.»

Notre tournée nous a néanmoins permis de constater que les prix à El-Hamiz, réputés imbattables, ne le sont plus comme avant et comparative-

ment aux magasins de quartier, les équipements électroménagers sont désormais moins chers ailleurs. La différence va de 3 000 à 4 000 DA pour les climatiseurs ainsi que pour bien d'autres appareils. Même si les vendeurs se défendent en imputant ces majorations aux nouvelles taxes appliquées aux appareils électroménagers énergivores depuis l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2017.

«Par rapport à 2016, une augmentation de 6 000 dinars est appliquée par exemple pour les frigos de 410 litres. Il faut aussi déboursier 12 000 DA de plus qu'en 2016, pour un lave-vaisselle», a indiqué un vendeur. Alors que d'autres montrent du doigt les producteurs et les importateurs qui imposent leur diktat.

Les petits revendeurs en difficulté

Par ailleurs, force est de constater que les commerçants d'El-Hamiz commencent à s'inquiéter pour leur avenir à cause de ce qui s'apparente à une récession. La plupart des fabricants ont installé leurs propres réseaux de distribution et l'éro-

sion du pouvoir d'achat des Algériens à cause de la crise économique n'arrange pas leurs affaires. «Je crains que des commerçants ferment boutique d'ici deux ou trois ans, surtout ceux qui louent leurs magasins. Il y a, d'une part, la baisse des ventes et, d'autre part, la cherté de la location. Nous avons beau essayer de nous adapter en diversifiant notre offre mais combien de temps pourrions-nous tenir ? Personnellement, je ne sais pas faire autre chose et la fermeture de ma boutique veut dire chômage. Je suis actif dans le domaine depuis douze ans et comme vous voyez, j'ai pignon sur rue mais, les temps sont difficiles. Je ne vendais que les autoradios et maintenant je vends des sèche-cheveux, des tondeuses et des postes radio pour essayer d'équilibrer mes recettes. Mais, je crains sérieusement l'avenir», s'est lamenté Ali, la trentaine.

En tout cas, les avis divergent à El-Hamiz. Il y a ceux qui sont pessimistes comme Ali et il y a des optimistes qui ne désespèrent pas. «Nous travaillons correctement et nous considérons que le marché est stable. Il y a des stocks en quantité suffisante et les produits sont disponibles», a indiqué un importateur d'une marque mondialement connue et qui fait des promotions sur des



Photo : DR

Les acheteurs ne se bousculent pas à El-Hamiz.

écrans plats. Et à un autre commerçant de relativiser : «Les fabricants et grossistes qui ont d'importants moyens financiers retiennent les produits en stock, attendent les jours de pénurie pour les mettre sur le marché à des prix qui leur conviennent. Cependant, il ne faut pas généraliser, il y a des importateurs qui

ont des marchandises bloquées au port, et ce, depuis 2016.»

Bref, si certains refusent de parler de crise et de récession, la majorité des opérateurs d'El-Hamiz, notamment ceux qui n'ont pas une assise économique et financière solide, ne cachent plus leur pessimisme.

Abachi L.

LES MESURES DU GOUVERNEMENT POUR LIMITER LES IMPORTATIONS

Plus qu'un credo, un sacerdote

S'il y a bien une chose que le monde du commerce a bien comprise avec Abdelmadjid Tebboune, c'est que beaucoup parmi la corporation des importateurs, notamment ceux qui se sont improvisés en tant que tels ces dernières années, n'auront plus les coudées aussi franches que ce fut le cas des années durant.

Déjà, avant qu'il ne soit investi des commandes de l'équipe gouvernementale, alors qu'il avait été chargé en janvier dernier de l'intérim au ministère du Commerce, Tebboune avait clairement et très vite annoncé la couleur avec une série de mesures qui ont fait grincer des dents dans le monde de l'import-export, notamment des habitués de la «souplesse» de l'administration et des bénéficiaires de lignes de crédit pour l'importation d'une gamme de biens de consommation aussi large que l'étaient les finances du pays du temps de l'opulence que permettaient les cours «glorieux» du pétrole. Des mesures qui allaient limiter l'accès aux crédits et, évidemment, n'allaient pas passer aussi facilement qu'aurait pu le penser le ministre intérimaire du Commerce. Celui-ci — et il



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

devait s'y attendre — allait essuyer critiques, rumeurs et un tas d'analyses «commandées» avec comme but de démonter l'argumentaire mis en avant pour l'instauration de la nouvelle démarche pour une meilleure maîtrise du commerce extérieur.

Des salves de critiques auxquelles Abdelmadjid Tebboune répliquait allégrement que «la relance du système des quotas à l'importation était une décision audacieuse aux impacts positifs sur l'économie nationale, car nous maîtrisons mieux le commerce extérieur, sans manquer à nos engagements avec nos partenaires étrangers» avant de se vouloir un peu plus rassurant

en affirmant que «les permis d'importation ne signifient pas empêcher tout opérateur du commerce extérieur d'importer (...) Nous voulons seulement la rationalisation de l'importation et sa limitation aux besoins nationaux, comme nous ne permettrons jamais l'importation de produits ne répondant pas aux normes définies et aux standards internationaux», confiait, donc, Abdelmadjid Tebboune dont les mesures «restrictives» allaient crescendo pour atteindre leur apogée dès son intronisation à la tête du gouvernement et tabler ainsi sur son objectif de limiter les importations, tous secteurs confondus, à 30 milliards

de dollars pour cette année.

Un objectif de va-t-en-guerre pour l'homme qui entend remettre de l'ordre dans le commerce extérieur contre vents et marées. Décidé à ne pas dévier de la logique qu'il s'est imposée depuis qu'il assurait l'intérim au ministère du Commerce, Abdelmadjid Tebboune s'est affairé à mettre à rude contribution la Banque d'Algérie et le ministère des Finances pour raffermir le système destiné à garantir le contrôle le plus rigoureux des mouvements de marchandises et de capitaux depuis et vers le pays.

L'instauration des licences d'importation puis, et surtout, la latitude qu'il s'est offerte, au détour d'une modification, en juillet dernier, du décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licences d'importation, pour que ce soient ses services qui décident en dernier lieu de leur octroi après un premier «filtre» au niveau du ministère du Commerce, dénotent «l'acharnement» qui anime Tebboune pour venir à bout de tout ce qui allait de travers dans le commerce extérieur du pays.

Et d'assurer que soient effectives les restrictions édictées pour atténuer autant que faire se peut l'impact de la crise sur les malmenées finances du pays.

M. Azedine

Photo : Samir Sidi